

Revue de presse

Du 07 au 13 janvier 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Economie circulaire.....3
- Économie circulaire : Un modèle adapté aux îles de l'Océan Indien

1.2 Environnement.....4
-14 % des déchets générés à Maurice sont du plastique

1.3 Energies renouvelables.....6
- Programme Energies : Un kiosque solaire multifonctionnel à Sainte-Marie
- ISA – Collendavelloo: "Mobiliser plus de 1 000 milliards de dollars d'investissements d'ici à 2030 pour l'énergie solaire"
-Eclaireurs de la transition énergétique dans l'Océan indien
- Concours ENERGIES Eco-schools

1.4 Programme MASE.....13
-Le corps de carde-cotes reçoit du matériel de surveillance maritime

II. Centres d'intérêts

1.1 Développement durable.....14
Vers un projet régional de la gestion des produits chimiques et de déchets

1.2 Energies renouvelables 15
- L'accord pour la première ferme solaire flottante en Afrique, va être signé ce trimestre, aux Seychelles

1.3 Pêche.....17
- Mauritius charts growth path for fisheries and aquaculture sectors

07 janvier 2020

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/01/07/economie-circulaire-un-

Économie circulaire : Un modèle adapté aux îles de l'Océan Indien

L'économie circulaire était au cœur du forum Eco.Actions organisé tout récemment par la Commission de l'Océan Indien (COI) à Maurice. Plus de 215 participants venant de 14 pays ont participé à cet événement. Ce sont notamment des professionnels, des institutions étatiques, des administrations publiques, des entrepreneurs et des industriels, mais aussi des acteurs non-étatiques et des étudiants. Ils ont débattu le potentiel économique et les impacts sociaux et écologiques positifs de l'économie circulaire. En fait, *«cette économie circulaire invite à repenser nos modèles économiques, les modes de production et de consommation. Elle promeut l'efficience par des modes de production économes et responsables, elle encourage des modes de consommation qui poussent à la réutilisation ou au recyclage, elle favorise des synergies positives entre les acteurs d'une même filière comme entre les opérateurs de différents secteurs. Elle a créé l'espace nécessaire à l'émergence de filières nouvelles qui proposent des alternatives au plastique que l'on croit à tort indispensable. L'économie circulaire est, sans aucun doute, un nouveau paradigme économique particulièrement adapté à nos espaces insulaires »,* selon les explications de Hamada Madi, le Secrétaire général de la COI.

Recueillis par Navalona R.

14 % des déchets générés à Maurice sont du plastique

14 % des déchets générés à Maurice sont du plastique. Plusieurs ONG et associations n'ont de cesse de tirer la sonnette d'alarme.

Lors des assises de l'environnement tenues en décembre dernier, l'accumulation de déchets en matière plastique dans l'environnement avait été abordée.

Dans le même sillage, la Commission de l'océan Indien met sur pied un projet nommé Expédition Plastique Océan Indien. Lancée cette année, cette campagne de sensibilisation s'étendra sur les cinq prochaines années.

La gestion des déchets est l'une des raisons principales de la mise sur pied du projet Expédition Plastique Océan Indien.

Avec ce projet, la COI s'attaque à la pollution marine plastique. Il consiste en trois étapes. La première concerne la recherche scientifique afin de mieux comprendre les effets sur l'environnement.



Vient ensuite la sensibilisation auprès du public pour en démontrer les effets néfastes.
Puis, la mise en place de projets pilotes afin de promouvoir le recyclage du plastique.
Il est urgent que les Mauriciens changent de comportement, constate la COI. L'utilisation du plastique ne doit être envisagée que lorsque d'autres matériaux plus durables ne peuvent être employés.

Venir à bout de la pollution plastique est l'une des priorités du gouvernement. D'ailleurs, dans son manifeste électoral, figure l'abolition du plastique en 2030.

Radio Planet FM



https://soundcloud.com/user-945963524

13 janvier 2020

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2020/01/13/programme-energies-

Programme Energies : Un kiosque solaire multifonctionnel à Sainte-Marie

Redaction Midi Madagasikara 13 janvier 2020 0 Comment



C'est le kiosque solaire multifonctionnel installé à Sainte-Marie.

Un investissement de l'ordre de 45 700 euros a été alloué par le programme Énergies pour réaliser cette plateforme solaire.

Un kiosque solaire multifonctionnel et autonome vient d'être construit dans la ville de Sainte-Marie. Cette plateforme a été instaurée par le biais de la réalisation du programme énergies, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (C0I) en collaboration avec l'Agence de Développement de l'Electrification Rurale (ADER). L'objectif consiste à assurer le développement de l'économie locale et à améliorer les conditions de vie de la population de Sainte-Marie, et ce, grâce à un accès facile à une source d'énergie propre.

Conservation des produits de pêche. Notons que le programme Energie a alloué un investissement total estimé à 45 700 euros pour réaliser ce kiosque solaire multifonctionnel et autonome sur l'île aux Nattes. Il s'agit notamment d'une plateforme étalée sur une superficie de 33m² sur laquelle des panneaux photovoltaïques sont installés afin de produire de l'électricité. Cette source d'énergie solaire permet ainsi d'alimenter différents appareils comme les réfrigérateurs, les machines à glace et les postes téléviseurs ou

les radios ou encore de recharger des batteries de téléphones portables et celles des lampes solaires destinées à l'éclairage des quartiers locaux. A part cela, un forage de puits a été réalisé à côté de ce kiosque. Une machine y produit ensuite des glaçons par le biais d'un système d'infiltration d'eau. Ce qui permettra d'assurer la conservation des produits de pêche. Ainsi, les pêcheurs peuvent transporter leurs captures dans des glacières afin de maintenir le respect de la chaîne de froid jusqu'aux clients finaux.

Transition énergétique. Il faut savoir que le programme Energies met en œuvre un tel projet concret dans le dessein d'accompagner la transition énergétique des Etats membres de la Commission de l'océan Indien. En effet, les îles de l'Indianocéanie sont particulièrement dépendantes des importations de ressources fossiles pour la production d'énergie. Pourtant, le coût de cette énergie est le double de celui de l'énergie propre. Pour une efficacité énergétique, ce projet de construction d'un kiosque solaire multifonctionnel et autonome a été mis en place. Celui-ci est d'ailleurs conçu sur la base de l'identification des besoins des communautés locales. Par ailleurs, des charbonniers ont bénéficié d'une formation sur la technique de carbonisation améliorée toujours par le biais de la mise en œuvre du programme Énergies et en partenariat avec AIDES (Appui aux Investissements Durables). En fait, la production de charbon constitue une source de revenus importante pour les paysans. Avec cette nouvelle technique de carbonisation, ceux-ci peuvent obtenir un rendement amélioré avec un taux de carbonisation de 33,9%, a-t-on conclu.

Navalona R.

12 janvier 2020

https://www.inside.news/isa-collendavelloo-mobiliser-plus-de-1-000-milliards-de-

ISA – Collendavelloo: "Mobiliser plus de 1 000 milliards de dollars d'investissements d'ici à 2030 pour l'énergie solaire"



C'était dans son keynote address lors de la réunion de haute instance à la transformation énergétique dans les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), à Abu Dhabi, vendredi 10 janvier.

Le Deputy Prime Minister et ministre de l'Energie et des Utilités publiques, Ivan Collendavelloo a parlé de Maurice qui est membre fondateur de l'International Solar Alliance (ISA), qui vise à mobiliser plus de 1 000 milliards de dollars d'investissements d'ici à 2030 pour l'énergie solaire. C'était dans son *keynote address* lors de la réunion de haute instance à la transformation énergétique dans les Petits Etats Insulaires en Développement (PEID), à Abu Dhabi, vendredi 10 janvier.

"*Nous pensons que la lutte contre le changement climatique nécessite la participation de la communauté à la base. Pour cette raison, nous avons initié le projet Home Solar, qui consiste à installer des kits solaires PV sur les maisons de 10 000 familles à faible revenu",* a affirmé Ivan Collendavelloo. Ces ménages, a-t-il indiqué, bénéficieront de 50 kWh par mois d'électricité gratuite sur une période de 20 ans. Ce projet est financé par l'IRENA/Abu Dhabi Fund for Development project facility, a-t-il dit.

Le DPM Collendavelloo a souligné que quatre MW de stockage de batteries ont été installés et l'installation de 14 MW est en cours. *"En parallèle, nous avons mis en œuvre un plan directeur pour l'efficacité énergétique, comprenant des audits énergétiques, l'étiquetage obligatoire de l'efficacité énergétique des appareils électroménagers et la sensibilisation des enfants,*

des jeunes et du grand public. Un partenariat spécial a été développé avec le secteur privé, qui a débouché sur des audits énergétiques volontaires dans les entreprises privées, suivis de la mise en œuvre de processus de fabrication économes en énergie», a-t-il expliqué.
Il a fait remarquer qu'un ingrédient essentiel qui a contribué à ces réalisations a été le partenariat et le soutien des agences internationales et régionales. *"Le Fonds vert pour le climat a accordé un soutien financier de 28 millions USD pour l'installation d'un système de stockage d'énergie par batterie, d'un réseau intelligent, de 300 mini-réseaux photovoltaïques sur l'île d'Agalega et d'un système solaire photovoltaïque sur les toits pour un total de 25 MW dans les ménages, les bâtiments publics et les bâtiments de ONG",* a affirmé Ivan Collendavelloo.
De ce fait, il a expliqué que les autres agences partenaires sont la Commission de l'océan Indien (COI), l'Agence française de développement (AFD) et le PNUD. Maurice étant membre du SADC Center for Renewable Energy and Energy Efficiency (SACREEE) et de l'Indian Ocean Rim Association, il a précisé que le pays est membre fondateur de l'ISA.
"Nous sommes en train de revoir nos CDN pour la soumission au Secrétariat de la CCNUCC avant la COP26 en 2020. C'est le moment pour nous de revoir notre position et de renforcer l'engagement des partenaires", a argue le DPM et le ministre de l'Energie et des Utilités publiques. Il a rappelé que la CCNUCC a souligné que *«la capacité des petites îles à entreprendre des programmes d'adaptation et d'atténuation et leur efficacité peuvent être considérablement renforcées grâce à une assistance appropriée de la communauté internationale».*

COI et ses Projets

Energies renouvelables



Le Programme ENERGIES financé par l'Union européenne et mis en oeuvre par la Commission de l'océan Indien présentent dans cette vidéo le Programme régional d'efficacité énergétique dans les pays de la COI.

Voir la Vidéo

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=xqHDQzhYTCU



Le Programme ENERGIES financé par l'Union européenne et mis en oeuvre par la Commission de l'océan Indien a réalisé une vidéo présentant les projets qu'il a subventionné pour mettre les énergies renouvelables au service des communautés.

Voir la vidéo

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=xqHDQzhYTCU



- Concours ENERGIES Eco-schools - Interview finalistes : Maurice

Voir la Vidéo

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=e3wYMBxXDnQ

- Concours ENERGIES Eco-schools - Interview finalistes : Madagascar

Voir la Vidéo

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=CKjkrSnD1CQ

- Concours ENERGIES Eco-schools - Interview finalistes : Comores

Voir la vidéo

YouTube

https://www.youtube.com/watch?v=uzndxtF6bzI

Al-watwan
Le premier journal des Comores

grands evenements diplomatiques qui ... aussi les «visites de très haute niveau et- ... conclu avec beaucoup de liens

COMORES/COI

Le corps de garde-côtes reçoit du matériel de surveillance maritime

«Au nom du chef de l'Etat, je ne pouvais que remercier la Commission de l'Océan indien pour ce magnifique cadeau offert pour contribuer au développement de notre pays. Nous avons signé des accords en 2018 pour la sécurité maritime afin de surveiller les bateaux clandestins qui flottent sur notre côte. Cet accord nous permet aussi de secourir nos pêcheurs», a déclaré le directeur de cabinet en charge de la Défense, Youssoufa Mohamed Ali.



Ramlati Moegni Bacar

Le quartier général des garde-côtes comoriens a reçu, jeudi 2 janvier, des matériels de surveillance censés les permettre de renforcer leurs capacités et assurer la sécurité maritime. La cérémonie de remise de ces équipements a eu lieu en présence du directeur de cabinet du chef de l'Etat chargé de la Défense, Youssoufa Mohamed Ali, du secrétaire général de la Commission de l'Océan indien(Coi), Hamada Madi Boléro, des commandants et du personnel du garde-côtes.

Dans son intervention, l'officier permanent de liaison auprès de la Coi a montré l'importance de ces matériels pour le service du garde-côte tout en protégeant l'économie bleue.

Renforcement de la sécurité maritime

«Nous sommes réunis aujourd'hui pour remettre des matériels de sécurité. Nous savons que la gouvernance maritime est un point essentiel dans la coopération entre tous les Etats a lesquels nous partageons ce patrim... en commun», a illustré Imam Abdillah. Ce dernier a évoqué quelques accords signés pour renforcer les capacités entre les Etats membres de l'Océan indien et d'autres pays limitrophes. *«Nous avons signé deux accords régionaux en 2018 entre les Etats membres et certain îlots et pays proches de l'Océan indien tel que le Kenya, la République de Djibouti. Donc, la cérémonie d'aujourd'hui entre dans la suite logique, elle vient en appui à ces accords qui faciliteront le travail des garde-côtes et des autres centres régionaux qui se trouvent sur les côtes de la zone Océan indien».*

Le secrétaire général de la Coi, Hamada Madi Boléro, qui a procédé à la remise officielle des matériels, a indiqué que les équipements permettront à l'unité comorienne de garde-côtes de renforcer ses capacités techniques propres. *«Cet accord a vu le jour grâce au directeur de cabinet chargé de la Défense. L'accord réunit cinq pays de la Coi, à savoir les Comores, la France, Madagascar, Maurice et Seychelles ainsi que les Républiques de Kenya et la République de Djibouti. Nous vivons une révolution de la gouvernance maritime de notre Océan indien occidental après la mise en place de deux centres régionaux pour la surveillance des actions en mer de notre zone sensible»*, a-t-il déclaré.

Pour sa part, Youssoufa Mohamed Ali a exprimé ses remerciements à l'égard de l'organisation régionale. *«Au nom du chef de l'Etat, je ne pouvais que remercier la Commission de l'Océan indien pour ce magnifique cadeau offert pour contribuer au développement de notre pays. Nous avons signé des accords en 2018 pour la sécurité maritime afin de surveiller les bateaux clandestins qui flottent sur notre côte. Cet accord nous permet aussi de secourir nos pêcheurs»*, a-t-il déclaré. ■

La Gazette des Comores

09 janvier 2020

http://lagazettedescomores.com/assets/pdfs/QuarkXPress-3552bis.pdf

Vers un projet régional dans la gestion des produits chimiques et des déchets

Hier dans un hôtel de la place s'est tenu un atelier de lancement du processus d'élaboration du document du projet régional sur la gestion des produits chimiques et des déchets. C'est un projet qui va regrouper quatre pays : les Comores, les Maldives, Maurice et les Seychelles pour un budget de 13 millions de dollars, sur une durée de cinq ans.

Ce projet dénommé « Indian ocean child » est soutenu par le PNUD et fait partie du programme mondial « Mise en œuvre d'un développement durable des produits chimiques à faible teneur et non chimiques dans les Petits états insulaires en développement (Peid)», sur un financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (Fem).

Ce projet régional entre dans le cadre du Programme "GEF ISLANDS" qui regroupe 30 PEID dans le monde entier et dont l'objectif porte sur la « Prévention de l'accumulation non-contrôlée de déchets et des produits chimiques contenant de POPs/Mercure et d'autres produits chimiques nocifs dans l'environnement, ainsi que leur gestion dans les Peid»

Quatre composantes vont former ce projet régional. Il s'agit d'empêcher l'accumulation future des produits chimiques entrant dans les Pied, d'avoir une gestion sécurisée et une élimination des produits et matériaux chimiques obsolètes, de promouvoir une gestion efficace des déchets et produits chimiques généré quotidiennement dans les Peid et enfin de mener une coordination, une gestion des connaissances et de communications.

Il s'agira de renforcer le cadre institutionnel et réglementaire de gestion des déchets en réactualisant, en dotant, en vulgarisant et mettant en application le cadre réglementaire de gestion des déchets et des produits chimiques et cela passe par le renforcement des capacités des acteurs de gestion des déchets et produits chimiques.

Il s'agira aussi de définir et mettre en place un mécanisme de coordination des actions d'importation et de gestion des produits chimiques et cela en identifiant les différents acteurs impliqués dans la gestion des produits chimiques et en mettant en place une entité de coordination des différents acteurs et le recensement des produits chimiques entrant dans le pays. Il a été aussi noté une méconnaissance des dangers liés à l'utilisation des produits chimiques par la population et les professionnels (Exemple : ouverture non règlementée des garages,…).

A la fin de l'atelier il a été demandé de continuer la collecte de données et les consultations dirigées par une équipe de 4 experts nationaux qui seront épaulés par une mission aux Comores par des experts internationaux et régionaux. La finalisation du document de projet est prévue pour le mois de mars 2020 et la finalisation de la documentation d'approbation au FEM devrait avoir lieu en Avril 2020 tandis que la soumission au FEM est prévue au plus tard fin mai 2020.

Dans son allocution d'ouverture, le directeur général adjoint de l'Environnement a rappelé que la question des déchets faisait partie des projets phares discutés lors de la conférence de Paris dans le cadre du « Plan Comores Emergeants » et que de ce fait, ce projet s'inscrit dans le cadre de la mobilisation des ressources pour une gestion intégrée des produits chimiques et des déchets.



Participants à l'atelier sur la gestion des déchets.

Mmagaza

La Gazette des Comores
Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Youssouf
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Toufé Maecha
Andjouza Abouheir
Binti Mhadjou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Chronique Sportive
B.M. Gondet
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Mariama Hassane
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

L'accord pour la première ferme solaire flottante en Afrique, va être signé ce trimestre, aux Seychelles

By: Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne



Le système sera situé sur la lagune de Providence . (SolarWriter, Wikipedia) Photo License: CC BY-SA 3.0

(Seychelles News Agency) - Des accords clés pour la construction du premier système solaire photovoltaïque flottant (PV) à l'échelle des services publics aux Seychelles devraient être signés à la fin du premier trimestre de cette année, a déclaré la Commission de l'énergie.

La Commission seychelloise de l'énergie a déclaré jeudi dans un communiqué de presse qu'elle avait publié un avis d'attribution de contrat à Quadran Seychelles Ltd, la succursale locale de Quadran - une société internationale d'énergie renouvelable opérant en Afrique, en Europe et en Asie.

Une fois les accords d'achat d'électricité et de soutien gouvernemental signés, la construction de la centrale électrique d'environ quatre mégawatts dans la lagune de Providence à Mahé, l'île principale, débutera. La centrale devrait fournir une électricité abordable et propre au réseau national.

Les soumissionnaires ont soumis des propositions financières avec une offre pour le tarif en dollars américains par kilowattheure à laquelle ils fourniraient de l'électricité à la Public Utilities Corporation (PUC) dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité de 25 ans.

Quadran a été le soumissionnaire le mieux évalué pour le projet, à 9,5 cents le kilowatt-heure, ce qui représente une économie financière importante par rapport au coût actuel de production d'électricité aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental.

Lors d'un précédent entretien avec la SNA, le directeur général de la Commission, Tony Imaduwa, avait déclaré que le projet devrait "contribuer environ 5,8 gigawatt heures par an. Cette nouvelle initiative contribuera également à réduire les importations de combustibles fossiles, ce qui se traduit par des économies en devises pour le pays. "

L'énergie du nouveau projet devrait représenter 1,6% de l'objectif énergétique des Seychelles fixé pour 2030.

Selon le communiqué, M. Imaduwa a déclaré que "le PV marin flottant possède un immense potentiel pour les îles et les autres pays pauvres en terres, qui peuvent avoir un excellent potentiel solaire mais manquent de terres disponibles pour le PV solaire traditionnel au sol".

Le PV solaire flottant a été déployé à grande échelle sur des marchés tels que l'Asie et l'Europe, mais ces installations ont été installées sur des sites d'eau douce tels que des lacs et des réservoirs. Aucun PV solaire flottant n'a encore été mis en œuvre dans un environnement d'eau de mer à l'échelle des services publics.

Le projet innovant des Seychelles représente une avancée importante pour la technologie, car la centrale électrique sera située dans un environnement d'eau salée et sera conçue pour faire face à des défis tels que la salinité, les fluctuations des marées et les courants d'eau.

"Nous sommes ravis de diriger un projet aussi innovant et sommes convaincus qu'il s'agit du premier parmi tant d'autres à venir", a déclaré M. Imaduwa.

Le projet est soutenu par la Facilité africaine de soutien juridique et la Fondation Clinton, Trinity International LLP et Multiconsult Norge AS servant de conseillers en transactions et en appels d'offres.

09 janvier 2020

https://www.seafoodsource.com/news/supply-trade/mauritius-charts-

Mauritius charts growth path for fisheries and aquaculture sectors

By Shem Oirere



Mauritius is implementing a fisheries and aquaculture reform program to empower small-scale businesses along the fishing industry value chain, revamp the country's marine fish stocks, and promote aquaculture through more public private partnerships.

The Indian Ocean island nation, which derives 1.5 percent of its GDP growth from the fishing industry, expects that by the end of current fiscal year it will be in possession of accurate data on local fish stocks within its 2.3-million-square-kilometer exclusive economic zone (EEZ), and open up more market opportunities locally and abroad for its marine capture and aquaculture produce.

Latest government statistics indicates a decline in the country's marine capture of 11 percent, which accounts for up to 92.5 percent of the Mauritian total fish production. However, there has been a 6 percent growth in aquaculture fish production since 2003.

"To consolidate and diversify our fisheries and seafood industry, a stock assessment will be conducted to better manage and protect species such as lobsters, squid, and other small commercial pelagic fish," Mauritius Prime Minister Pravind Jugnauth said in a statement.

Jugnauth outlined some of the achievements of Mauritius' fisheries and aquaculture sector in the last four years, such as increasing exports of fisheries products to 119,500 metric tons (MT) in 2019 – valued at MUR 14.9 billion (USD 407 million, EUR 367 million) – and the success in enforcing an annual two-month closure of the country's octopus fishery, allowing growth in the species' size and population.

Going forward, Mauritius, which reported total landings of just 7,309 MT in 2013, is expected to focus on increasing marine capture, especially by small-scale fishers, and enhancing the efficiency of local fish processing plants.

For example, Mauritius extended a small medium enterprises (SME) financing scheme for three years, which includes small-scale fishing industry value chains and knocking out all trade fees for businesses that generate not more than MUR 5,000 (USD 136, EUR 123).

Moreover, the government has increased the daily rate of bad weather allowance for fishermen from MUR 310 (USD 8, EUR 7) to MUR 340 (USD 9, EUR 8).

Furthermore, Mauritius – which produces 3.7 percent of the total Indian Ocean Commission fishery production – is proposing in the next year to utilize its SME fisheries and aquaculture sector to enhance the country's visibility in the global seafood market by using specially developed labels.

Currently, the export earnings from Mauritius' fisheries and aquaculture sectors represents 17.6 percent of the country's total international sales income, which the government is now eager to raise by expanding access to the Southern African Development Community (SADC) market. The SADC is a 16-member inter-governmental organization based in Botswana that promotes socio-economic cooperation and integration, as well as political security among members. It also wants to increase sales to the U.S. through the African Growth and Opportunity Act (AGOA).

Jugnauth has also proposed setting up an online and physical fish auction market to act as an interface between local fishermen, fishing companies, and buyers both local and international.

At the moment, Mauritius has in the 2019/2020 fiscal year set aside a MUR 3,000 (USD 82, EUR 74) grant to enable SMEs to subscribe to the e-commerce platform designed and operated by the Mauritius Chamber of Commerce and Industry.

"Ensuring a steady source of market intelligence relevant to Mauritian firms will be a necessary step," Jugnauth said.

However, Mauritius is also grappling with various challenges that threaten to hamper its planned growth of the fisheries and aquaculture sectors, such as the adverse impact of climate change on the country's marine

ecosystem, and persisting Illegal, unreported, and unregulated (IUU) fishing and maritime piracy.

In addition, Mauritius faces shortage of "qualified and experienced technical personnel to develop the ocean economy and a harmonized regulatory framework to regulate ocean–related activities," according to the country's 2017-2020 National Export Strategy Fisheries and Aquaculture Sector.

"Biosecurity and supply of juveniles are also key aspects that need to be secured before developing aquaculture activities any further," the report said.

Currently, Mahebourg Marine Farm (FMM) is the largest aquaculture farm in Mauritius, with a production capacity of 850 metric tons (MT) of red drum. But production has been far lower than the initially-anticipated 3,000 MT by 2019-2020.

Meanwhile, Mauritius has committed to streamlining the procedures required for fishing-vessel registration, and establishing concession agreements and reviews of the current fishing industry regulatory framework to make it more progressive. The government has also pledged additional regulations for the fish-processing industry in Mauritius to avert creating excessive pressure on the country's existing fish stocks for raw materials and inputs.